Commission Pastorale de la Terre – Secrétariat National
Service de Communication

COMUNIQUÉ DE PRESSE

Augmentation em 2018 du nombre de personnes impliquées dans des conflits dans les campagnes. Nouveau record pour le nombre de conflits liés à l'eau

Près d´un million d´habitants des campagnes ont été impliquées em 2018 dans des conflits: 960 630 personnes, un chiffre en progression significative sur celui de 2017 (708 520 personnes): + 35,6%. En ce qui concerne spécifiquement les conflits de terre, 118 080 familles ont été touchées en 2018, contre 106 180 en 2017, soit 11% de plus.

Depuis 2013 on note une augmentation marquante du nombre de familles rurales impliquées dans des conflits. Cette augmentation n'est pas homogène sur l´ensemble du territoire national. Ainsi c´est dans le Nord du pays qu´on trouve la principale cause de l´augmentation constatée nationalement: dans le Nord, on observe em 2018 une progression exceptionnelle de 119,7% par rapport à 2017. On a là un fort indice de l'avancée em cours sur l'Amazonie, une invasion que corroborent les autres indicateurs de conflits.

Avec l´augmentation de la violence privée, explose le nombre de familles expulsées de leurs terres

Rien qu'en 2018, le pouvoir privé a été responsable de l'expulsion de 2.307 familles et le pouvoir public de l'expulsion de 11.235 familles. Le nombre de familles expulsées par le pouvoir privé a augmenté de 59% par rapport à 2017. Trois régions sont concentrent la majeure part des expulsions: la région Nord, avec 36,3% des familles expulsées; la région Sud-Est avec 35,6% et la région Centre-Ouest avec 24,9%.

2019: une augmentation des assassinats déjà bien visible

En 2018, le nombre d´assassinats a nettement diminué, passant de 71, en 2017 (année qui connut 5 massacres), à 28 en 2018. La CPT observe que dans les années électorales on enregistre généralement une diminution de ce type de violence. Cependant, l´année 2019 marque déjà un retour em force des assassinats. Au cours des quatre premiers mois de l'année, la CPT a enregistré 10 meurtres au cours de conflits ruraux et il se peut que le nombre réel soit encore plus élevé. Lors d'une attaque perpétrée le 30 mars dans l´Etat d´Amazonas, une personne a été tuée et au moins 3 autres sont portées disparues. L´information a été communiquée par des habitants de la région, vu que les familles ne se sentent pas encore en sécurité pour pouvoir rentrer chez elles. Le total enregistré em 2019 jusqu'à aujourd´hui représente déjà 36% des décès enregistrés en 2018.

Conflits pour questions de terre

En 2018, les conflits de terre ont augmenté de 3,9% par rapport à 2017, passant de 1.431 à 1.489. Le nombre de conflits spécifiquement pour questions de terre a considérablement augmenté depuis 2016, période au cours de laquelle le Brésil a vécu une veritable rupture politique (2015-2018). Em dépit du recul des chiffres de 2017 a 2018, il reste que les années 2016, 2017 et 2018 sont celles qui ont connu le plus grand nombre de conflits de terre.

482 femmes ont été victimes de violence au cours de conflits dans les campagnes

Il y a une importance et um impact de plus en plus evidentes de la participation des femmes dans le contexte des luttes des populations et communautés rurales. De par leur action

courageuse, elles subissent les conséquences de la répression qui est parrainée par des propriétaires terriens, des *grileiros* (usurpateurs de terres) et de grands hommes d'affaires, et qui mise em oeuvre par des tueurs à gage, des gros-bras, des entreprises de "sécurité" et par les organes de répression de l'État lui-même - police Civile et police Militaire, et police Fédérale.

De 2009 à 2018, selon des données compilées par la CPT, 1.409 femmes ont subi au moins un type de violence. Ce nombre peut être multiplié par plus d´un chiffre. Par exemple, en cas d'expulsion, on connait le nombre de familles, mais pas le nombre exact de femmes impliquées dans ces violences. En 2018, le nombre de femmes victimes d'une forme de violence - 482 - a eté le plus élevé de la série depuis 2008.

Les conflits liés à l'eau battent un nouveau record et sont au plus haut niveau observé depuis 2002

En 2018, la CPT a enregistré 276 conflits liés à l'eau et 73.693 familles ont été impliquées. L´année 2018 bat ainsi le record de 2017 comme étant année avec le plus grand nombre de conflits liés à l'eau depuis 2002 (année où la CPT a commencé à enregistrer séparément ce type de conflit). Parmi les victimes, 85% appartiennent à des communautés traditionnelles. Le nombre de conflits est em augmentation de 40% et celui des familles impliquées, de 108%. Dans la région Nord-Est se concentrent 48,1% des cas (133 conflits). Dans le Sud-Est, 30,8% des cas (85 conflits). Dans le Nord, 18,8% des cas (52 conflits). Bahia et Minas Gerais ont été em 2018 les Etats avec le plus grand nombre de conflits liés à l'eau, avec 65 cas dans chacun d´eux (23,6%).

Les sociétés d´exploitation minérale ont représenté 50,4% des conflits (139). 111 d'entre eux ont eu pour acteur principal des firmes multinationales et 28 des fires nationales. L'activité d´exploitation minérale produit jour après jour une grande part des conflits et violences dont souffrent les comunautés rurales. Cette violence ne se restreint pas à la mine em exploitation. Une mmine exige toute une infrastructure de bureaux, de campements, de hangars, de routes, de voies ferrées, de pipelines, de *condominiums* (ou "cités minières"), qui présupposent différentes formes d´emprise sur l'espace géographique. L´utilisation de ces nouveaux territoires entraîne chevauchements et conflits avec les populations et les communautés qui vivent et travaillent dans ces mêmes espaces. Les conflits liés à l'exploitation minérale ont touché différentes populations et communautés rurales et différentes catégories de travailleurs. Toutes sont formées ds personnes qui dépendent de l'eau, de la forêt et de la terre pour reproduire socialement et dignement leur propre existence. Les registres de la CPT montrent qu'entre 2004 et 2018, il y a eu 1.123 conflits liés à l'exploitation minérale.

Conflits du travail: Les travailleurs, otages du silence

En 2017, em zone rurale, 66 cas de travail esclave ont été enregistrés, impliquant 530 personnes. 386 d´entre eles ont été libérées. En 2018, 86 cas ont été enregistrés, impliquant 1.465 personnes. 945 d´entre elles ont libérées, ce qui correspond à une augmentation de 30% du nombre de cas, de 176% du nombre de travailleurs impliques, et de 144,8% du nombre de personnes libérées. Outre 3 cas signalés de surexploitation du travail, il y a eu em 2018 89 cas de conflits liés au travail – une augmentation de 35% par rapport à 2017 et 1.477 personnes impliquées - 178,8% de plus qu'en 2017. Deux personnes ont été assassinées lors de ces conflits.

Produits agrochimiques: la peur au ventre

Mais d'autres situations enregistrées par la CPT sont tout aussi graves et montrent d´autres manières encore d'exploiter le travail rural. C´est le cas, par exemple, de travailleurs intoxiqués par des produits chimiques utilisés daans l´agriculture.

Entre 2000 et 2018, la CPT a enregistré 363 victimes de conflits impliquant l´usage de pesticides, ou un décès ou des menaces de mort contre des personnes en contact avec ces produits.

Les chiffres enregistrés par la CPT sont peu de choses au regard de la réalité. On sait que la plupart des gens qui consultent un médecin à cause d'une intoxication se voient diagnostiquer d'autres problèmes de santé, de sorte que leur problème n'est pas mis em relation avec l´usage de pesticides.

La plupart des travailleurs intoxiqués ne dénoncent pas car ils craignent d'être punis par la perte de leur emploi. C´est leur gagne-pain qui est en jeu. La crainte de perdre son emploi a pour effet le silence. Ils sont les otages du silence.

Plus d'informations:

Cristiane Passos: +55 62 4008-6406 / 99307-4305
Elvis Marques: +55 62 4008-6414 / 99309-6781
Mário Manzi: +55 62 4008-6412
www.cptnacional.org.br **/** @cptnacional